



Vies des rues

L E regard de Peter Kinyanjui, 13 ans, semble hanté par une indicible souffrance. Il n'a pas mangé depuis deux jours. Une fouille méticuleuse des monceaux de détritus putrides qui envahissent les rues n'ayant rien donné, il a dû se contenter des épiluchures de bananes et d'ananas ramassés sous les étals du marché.

Peter s'est trouvé à la rue voici deux ans, à la suite du décès de sa mère. Une multitude d'enfants connaissent le même

destin à cause de la misère, de l'absence ou de la négligence des parents, de l'éclatement des familles, des grossesses non désirées, des violences dont ils sont l'objet, du sida, des catastrophes naturelles, des affrontements ethniques et de l'exode rural. Dans la plupart des centres urbains du Kenya, les enfants des rues, péjorativement nommé *chokora* – quelque chose comme «fouilleux d'ordures en swahili» – sont en effet légion. De source officielle, ils seraient environ 600 000 dans le pays, dont près de 100 000 dans la seule capitale Nairobi, qui compte quelque 3 millions d'habitants au total.

Une frontière perméable

A mesure que l'inflation augmente et que la pauvreté étend ses tentacules à toutes les couches de la société, de plus en plus de Kenyans franchissent la frontière qui les séparait encore des déshérités, rejoignant

les rangs de tous ceux dont la survie dépend de leur habileté au larcin, de la générosité des «nantis» et de l'aide humanitaire. On estime que la moitié des habitants du pays vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté.

Mukami ne sait pas ce que c'est que d'avoir un foyer. Elle a toujours vécu dans la rue. Sa mère et elle subsistent grâce à l'aumône des passants et aux restes qu'elles glanent dans les poubelles des restaurants. Passant de boutique en boutique pour quêmander un peu d'argent aux clients, la fillette possède à six ans un art consommé de la mendicité. Sans cela, elle serait déjà morte de faim. Pourtant, la dizaine de shillings qu'elle parvient à recueillir chaque jour ne suffit pas à les nourrir, elle et sa mère.

Harcelés et rejetés

La misère a fait exploser la criminalité, et

la population en tient rigueur aux enfants des rues qui sont harcelés par la police et sévèrement punis lorsqu'ils dépouillent les passants. Pour James Mwaura, 14 ans, l'existence n'est qu'une suite de violences. On le bat, on lui crache dessus, on rit de lui, on le persécute et on le rejette. Un jour qu'il avait subtilisé le sac d'une femme et s'enfuyait en courant, il a été attrapé et frappé par une douzaine d'adultes. «C'était comme si j'avais causé du tort à tout le monde. Personne ne semblait se soucier de moi et certains voulaient même me tuer. Je les ai suppliés de m'épargner, mais ils ne m'écoutaient pas.»

Récemment, le *Daily Nation* a rapporté le cas d'une fillette de dix ans contrainte à la prostitution par sa mère. La malheureuse dormait dans la rue, où elle était régulièrement battue et violée par les adultes. Elle a contracté le sida, puis elle est morte. Selon Beatrice Wekesa, responsable des services

Photos:
Eddy Posthuma de Boer

Les Etats parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.
Article 27
de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.





sociaux, l'incidence des maladies sexuellement transmissibles est extrêmement élevée parmi les enfants des rues. Pourtant, ils n'ont droit à aucune assistance médicale. Le système de recouvrement des coûts mis en place par le gouvernement pour se conformer aux exigences du Fonds monétaire international a rendu les soins de santé prohibitifs pour une grande partie de la population.

Enfances volées

A Limuru, petite ville industrielle au cœur d'une région agricole à une quarantaine de km de Nairobi, John Ngigi, 15 ans, raconte son histoire cependant que les larmes coulent le long de ses joues. Il se souvient des jours heureux qu'il a connus avant que sa mère ne décède des suites d'une maladie mentale. Il y a quatre ans de cela, les laissant, lui et ses trois frères, privés de tout soutien familial.

Aujourd'hui, John est submergé par les problèmes: harcèlement, nourriture, abri, habillement, factures médicales impayées de sa mère. En ce moment, il a un emploi de manutentionnaire au marché, mais il se plaint d'être persécuté par la police, soupayé et exploité par les commerçants dont

il transporte les marchandises. Un gain moyen d'une cinquantaine de shillings par jour est loin de suffire à ses besoins. Heureusement, il a au moins une cause de satisfaction: le repas quotidien que lui fournit le comité local de la Croix-Rouge.

Ce dernier ne fait pas que nourrir les enfants des rues. Il lave et raccommode leur linge, leur procure du savon et de l'eau collectée pour eux des vêtements usagés et assure à leur intention des cours d'alphabétisation. "Il ne sert à rien de nourrir les enfants et de les renvoyer ensuite dans la rue, explique Mary Mwikamba, coordinatrice du comité. Le programme alimentaire sert uniquement à parer au plus urgent et à assurer leur survie: il ne traite que les symptômes et non pas la maladie. Nous devons aussi éduquer et former les enfants afin qu'ils puissent se débrouiller par eux-mêmes, et aider leurs parents à répondre à leurs besoins. Les enfants ne peuvent rester à la maison s'ils ne sont ni nourris ni habillés."

Au demeurant, le comité ne peut nourrir qu'une trentaine d'enfants des rues sur un total de 200 environ, tant est profonde la crise socioéconomique dans laquelle est plongée cette agglomération de quelque

5 000 âmes. Mary Mwikamba pense que la solution réside surtout dans le développement des activités génératrices de revenus, mais, compte tenu de l'énormité des besoins et du manque de ressources, elle n'est guère optimiste pour l'avenir de sa communauté.

Catastrophe urbaine

La multiplication dramatique du nombre d'enfants qui hantent les rues des villes, avec les dangers que cela comporte pour eux et pour les autres, requiert une action globale et coordonnée. A mesure qu'augmente la population du Kenya et, avec elle, la misère et la maladie, la vulnérabilité s'accroît.

Les enfants des rues, souligne Al Panico, chef de la délégation régionale de la Fédération internationale à Nairobi, ne sont que l'un des problèmes associés à l'urbanisation galopante de l'Afrique. "Déjà, nos cités ploient sous le fardeau de la pauvreté, et celle-ci ne cesse de s'accroître. La surpopulation, la pollution, la décrépidité des aménagements et des services, l'explosion des bidonvilles constituent autant de menaces qui pourraient déboucher demain sur de véritables catastrophes urbaines."

Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains estime que, d'ici 2025, le taux d'urbanisation de l'Afrique aura plus que doublé par rapport à celui de 1975 et que les villes abriteront 53 pour 100 de la population. On n'ose imaginer les crises qui en résulteraient si la misère urbaine devait continuer sa progression actuelle.

Face à une telle perspective, une question hante l'esprit d'Al Panico: "Quelle sera la place de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans la jungle des villes du XXI^e siècle?"

Grace Chepkwony

Ex-reporter et rédactrice adjointe du Daily Nation, l'auteur travaille actuellement comme chargée de presse à la délégation régionale de la Fédération.

Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Article 32 de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

